

JEAN-FRANÇOIS GAYRAUD

**Théorie des**  
**Hybrides**

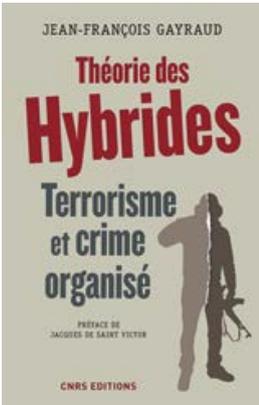
**Terrorisme**  
**et crime**  
**organisé**

PRÉFACE DE  
JACQUES DE SAINT VICTOR

**CNRS EDITIONS**



## Présentation de l'éditeur



Dans le monde post-Guerre froide, l'hybridation est devenue la règle et non plus l'exception, générant des entités inclas-sables : guérillas marxistes vivant du trafic de cocaïne ; gangsters salafisés ; sectes reli-gieuses vouées au terrorisme ; financiers à la fois spéculateurs et criminels ; paramilitaires mutant en cartels de la drogue... Tous les entrepreneurs du crime tendent aujourd'hui à changer d'ampleur et de forme.

L'ère de l'hybridation a commencé... Et le terrorisme trouve ainsi des nouvelles sources de financement. Des corps hétérogènes et inconciliables font désormais symbiose. Hier, acteurs « politiques » (terrorisme, guérillas, milices, mouvements de libération) et criminels de « droit commun » (bandes, gangs, cartels, mafias) vivaient séparés dans les espaces et selon les logiques de la Guerre froide : ils fusionnent aujourd'hui sur la même scène violente et prédatrice.

Jean-François Gayraud livre une analyse lucide et sans concession de ces hybrides qui bousculent toutes les certitudes héritées du xx<sup>e</sup> siècle.

*« La figure du “prédateur” mondialisé appelle la figure nouvelle du petit criminel global qui se présente souvent sous l'aspect plus “noble” du terroriste. Cet “hybride” prend de multiples aspects que Jean-François Gayraud décline dans une casuistique savoureuse. »*

*Jacques de Saint Victor (préface)*

*Jean-François Gayraud est docteur en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut de criminologie de Paris. Essayiste et haut fonctionnaire de la police nationale, il est l'auteur de nombreux ouvrages de géopolitique et de criminologie, dont Le Renseignement criminel (CNRS Éditions, 2011).*

Théorie des hybrides  
Terrorisme et crime organisé



JEAN-FRANÇOIS GAYRAUD

**Théorie des hybrides**  
**Terrorisme et crime organisé**

Préface de Jacques de Saint Victor

**CNRS ÉDITIONS**

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Collection « Arès »  
dirigée par Xavier Raufert

© CNRS Éditions, Paris, 2017  
ISBN : 978-2-271-11752-6  
ISSN : 1961-1889

À Frédérique...

« En combattant l'ennemi une longue période, nous avons conçu que, du point de vue stratégique, nous devons mépriser tous les ennemis, et, du point de vue tactique, en tenir pleinement compte. »

Mao Zedong,  
Intervention à la Conférence  
des Partis communistes et ouvriers,  
Moscou, 18 novembre 1957

## PRÉFACE

### *Du jardin à la française à la jungle mondialisée*

Voici un petit livre qui n'est pas à mettre entre toutes les mains. Car il est écrit non par un philosophe du déclin mais par un important acteur de terrain. Ce qu'il a à nous dire dérangera. Chaque époque a ses types de criminalité et rares sont ceux qui les distinguent à temps car le crime n'est pas, surtout en France, objet de grande réflexion. Entre 1870 et 1914, dans cette période de mutation marquée par l'essor concomitant du capitalisme mondialisé – la « première mondialisation » (S. Berger) –, et des premières formes modernes du crime organisé, il y eut quelques figures originales qui produisirent des travaux fort intéressants sur les évolutions du monde criminel. On peut citer l'ex-juge Gabriel de Tarde, auteur des *Lois de l'imitation* (1890) mais aussi d'une *Philosophie pénale* (1900) qui avait quelque mérite.

Évidemment, l'école sociologique durkheimienne s'est empressée de marginaliser Tarde car tout n'était pas parfait dans son approche pluridisciplinaire. Le propre des visionnaires est de ne pas s'embarrasser toujours d'une implacable rigueur ; le poète est visionnaire, rarement le chercheur en sciences sociales, c'est ce qui explique notre préoccupant aveuglement dans ce monde où la poésie n'a plus sa place : nous n'arrivons pas à penser ce que nous ne pouvons modéliser, déplorait le prix Nobel d'économie Paul Krugman. Par certains côtés, Jean-François Gayraud me fait penser à ces esprits audacieux,

mi-intellectuels, mi-praticiens, qui, à l'image du célèbre juge Falcone, ne se sont pas contentés de leur savoir juridique et de quelques enquêtes sociologiques pour révéler au monde l'existence d'un fléau dont certains niaient l'existence, mais qui ont cherché patiemment à penser leur « objet », en lisant les historiens, les anthropologues, les scientifiques ou les écrivains car, comme disait Falcone, ce héros de la lutte contre Cosa Nostra, pour bien comprendre et lutter contre des phénomènes criminels qui semblent nous dépasser, il faut, au risque de tâtonner, être pluridisciplinaire.

C'est donc avec d'imposantes lectures savantes, couplées d'un solide savoir de terrain lui évitant certaines impasses théoriques, que Jean-François Gayraud nous introduit dans les mutations d'un monde trouble qu'il connaît bien puisqu'il le fréquente depuis les débuts de sa carrière à la Direction de la surveillance du territoire (DST), en traitant de contre-espionnage, de contre-terrorisme et de sécurité économique. Ce mélange d'affairisme, de criminalité et de haute politique le conduisait nécessairement à prêter attention aux arrière-cours de la mondialisation. J'ai fait sa connaissance en travaillant sur les mafias, archétype de la criminalité « pure » mais qui tend justement de plus en plus à se masquer en apparaissant sous d'autres formes, notamment économiques, bref à « s'hybrider ». Nous voilà au cœur du sujet de cet essai car, au fond, la thèse de ce livre repose sur la mise en exergue d'une « hybridation criminelle » croissante, dans le cadre de la mondialisation, de certains comportements que le sens commun n'associe pas d'abord à la question du crime.

On l'aura compris, ce livre de « criminologie » n'est pas une simple recherche sur la sécurité ; c'est d'abord une réflexion sur notre monde sans autorité centrale ni règles communes, où triomphent de nouvelles formes d'arbitraire, de violence privée, de guerres civiles larvées, etc. En citant les travaux d'Hedley Bull, Jean-François Gayraud s'inscrit résolument dans le camp qu'on appelle « néo-médiévaliste » qui n'est guère prisé aujourd'hui chez les experts en sciences sociales. C'est là d'ailleurs un véritable paradoxe : les spécialistes de

droit international comptent quasiment tous pour acquis depuis la chute du Mur (1989) la fin ou tout au moins le « retrait de l'État » face aux grandes féodalités industrielles et/ou financières. Nos États font de plus en plus songer aux anciennes principautés médiévales, avant l'essor des théories de la souveraineté (Bodin) et les traités de Westphalie (1648) qui organisèrent le monde moderne. Face à une multinationale, l'État postmoderne ne sera bientôt pas plus puissant que Louis VI le gros face aux sires de Coucy. Il lui sera tout aussi impossible de la traduire devant sa cour de justice, tandis que la grande firme pourra en revanche le poursuivre si ses lois ne lui conviennent pas<sup>1</sup>.

Qui aurait pu imaginer une telle défaite de la souveraineté avant 1989 ? Il a fallu des siècles pour que l'État puisse mettre au pas les féodalités seigneuriales et ecclésiastiques et voilà qu'en ce début de Troisième Millénaire, nos élites européennes et mondiales n'ont pas hésité à consacrer, sous la pression de puissants lobbys, une reféodalisation du monde en nous berçant du rêve du « doux commerce », fruit d'une lecture naïve de Montesquieu. Grand spécialiste de l'*Esprit des lois*, Raymond Aron ne s'était pas laissé abuser, lui, quand il prévoyait dès son introduction à la *Théorie de la classe de loisir* de Thorstein Veblen (en 1970 !) que le monde des échanges internationaux ne serait pas une « promesse de paix grâce à l'effacement progressif des frontières » mais resterait entièrement ouvert « à l'action des prédateurs, aux mœurs barbares, au vol par la propriété et à l'enrichissement sans cause. » Propos visionnaires. En 1989, nous nous étions endormis dans un jardin à la française et nous nous sommes réveillés depuis dans une jungle mondialisée.

Derrière ce concept d'hybridation se révèlent les dynamiques prédatrices dans les violences politiques, économiques ou religieuses contemporaines. Bien qu'elle soit le plus souvent ignorée de la théorie économique, la prédation est aujourd'hui, comme certains en ont eu déjà l'intuition, un concept clé de notre monde globalisé<sup>2</sup>. La question de la violence est devenue centrale elle aussi mais elle l'a en réalité toujours été ;

l'économisme dominant nous l'a simplement fait perdre de vue. Toute l'œuvre de Norbert Elias est là pour nous rappeler que, contrairement à ce que croit la vulgate dominante, la civilisation ne tient pas à un point en plus ou en moins de PIB, mais à la maîtrise de la violence et de ses multiples soubresauts. Or, c'est cette maîtrise qui est en partie en train de nous échapper. S'il y aura probablement moins de guerres traditionnelles entre nations, prédit notre auteur (de même que tendront aussi à s'effacer les figures déviantes de ces combattants *classiques*, en l'espèce celles du « partisan » analysé en son temps par Carl Schmitt), nous courons vers l'essor de violences nouvelles que nous préférons qualifier autrement, terrorisme, crise financière, spéculation, etc. Voilà qui bouleversera bien des analyses stratégiques classiques. L'esprit humain a toujours tardé à ouvrir les yeux sur le mal qui imprègne un système social au point de le dominer, surtout quand des groupes prédateurs exercent des fonctions socio-économiques utiles, voire prestigieuses, ou des positions *subalternes* qui suscitent l'empathie ou la culpabilité de l'enquêteur. Commençons par le haut car, comme dit le dicton, « le poisson pourrit d'abord par la tête ».

Dans toute société, les groupes dominants sont ceux qui ont le plus à en cacher le véritable fonctionnement, disait Barrington Moore Jr., dont l'analyse trop méconnue sur les liens entre la violence et l'essor du capitalisme, dans son livre sur les *Origines sociales de la dictature et de la démocratie* (1966), reste à méditer. C'est une vérité quasi intemporelle qui rend certaines approches délicates. Dans les années 1940, quand le criminologue américain Edwin Sutherland avait défini ce qu'il entendait par « criminalité en col blanc », il fut mis au banc de l'Université car la vulgate dominante de l'époque n'arrivait pas à imaginer qu'un homme d'affaires prospère puisse être assimilable à un délinquant. On avait alors une vision assez simple du criminel : ce ne pouvait être qu'un marginal, issu des bas-fonds, ou un détraqué ayant perdu tout sens moral. Mais qu'un honorable dirigeant d'entreprise, fraudant le fisc dans un paradis fiscal, ou facilitant des intérêts douteux (les fameux « ouvriers de porte »), puisse être associé à un bandit,

même « en col blanc », dépassait l'entendement. On considéra que l'analyse de Sutherland était offensante pour les « forces vives » et frisait la « provocation anarchiste ». Aujourd'hui, la notion de « criminel en col blanc » est entrée dans le langage commun mais la même résistance se fait jour à l'égard de nouveaux prédateurs, notamment financiers qui, en s'appuyant sur quelques relais complaisants, ont réussi depuis un quart de siècle à faire sauter tous les « garde-fous » qui avaient été patiemment établis depuis 1929 contre les excès de la finance. Ils ont dérégulé le système, au nom de sa nécessaire « fluidité », et imposé sans heurt leur logique prédatrice. Certes, il ne faut jamais généraliser (et la *criminalisation* est un exercice délicat, voire dangereux, pour celui qui ne maîtrise pas les questions pénales) mais ces dérives se rencontrent désormais dans de nombreux cercles élitaires<sup>3</sup> ; à ce stade, la question n'est plus un simple problème de morale individuelle – l'absence ou non de cupidité – comme le laissait croire le film *Wall Street* et son éloge de la cupidité (« *greed is good* ») – mais bien une question de système (ce qui est beaucoup plus dérangeant). Une logique prédatrice s'est instituée au cœur de la globalisation qui en pervertit grandement le fonctionnement et produit des « hybrides » oscillant entre le légal et l'illégal, avec des logiques mafieuses le plus souvent sans la mafia (comme l'a dit le FBI à propos des subprimes). Le livre des années 1980, *Le Bal des prédateurs* de la romancière Connie Bruck, était prémonitoire.

Pourtant, le silence sur ces questions est assourdissant. Du reste, le politique « modernisateur », néolibéral ou social-libéral, préférera détourner le regard et s'attaquer à d'autres sujets que lui offre un économisme de circonstance. On aura à cœur de fragiliser toujours plus les classes moyennes et populaires (en détricotant le code du travail, en ébranlant l'armature de la fonction publique, en traquant le moindre petit avantage de l'infirmière ou du pompier, etc.), alors même que les inégalités ne cessent d'exploser, plutôt que de répondre à l'essor de ces véritables « super-prédateurs » (ou « *banksters* ») dont les opérations n'ont plus rien à voir avec la « destruction

créatrice » du capitalisme classique de Joseph Schumpeter. Ces nouveaux rapaces n'ont pas hésité à dépouiller leurs propres clients, spéculer contre les États qu'ils conseillaient, voire mentir devant les représentants du peuple, mais ils vivent en toute impunité puisque, comme l'avouera en 2012 le ministre américain de la Justice, Eric Holder, dans le cas de l'affaire de la banque HSBC, aucun État ne peut poursuivre réellement des établissements « systémiques », même quand on les soupçonne de blanchir des milliards de cartels de la drogue ; le retrait de leur licence bancaire signerait l'effondrement de tout le système financier mondial. On n'a pas encore tiré toutes les leçons éthiques et juridiques d'une telle situation créée par l'abolition du *Glass Steagall Act* permettant l'édification de ces géants financiers : le « too big to fail » (trop gros pour tomber) a généré le « too big to jail » (trop gros pour aller en prison).

Il importe ici de rappeler l'involution historique que cette logique représente sur la longue durée. Elle confortera d'ailleurs la perspective « néo-médiévaliste » de cet essai. Qu'est-ce au fond que la féodalité, sinon la légitimation d'élites prédatrices ? Le grand historien Fernand Braudel nous l'a rappelé dans *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* : « Derrière le banditisme, cette piraterie terrestre, on trouve un soutien permanent de la part des seigneurs ». Mais, justement, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, un courant de pensée dominant a cru qu'en substituant l'élite prédatrice féodale par une élite industrielle et bourgeoise, faisant triompher le « doux commerce » sur les guerres de conquête du vieux mercantilisme, l'Occident connaîtrait paix et prospérité. Ce fut la thèse de l'école anglo-écossaise des Lumières qui, bien avant Adam Smith, avait fait l'apologie de la *Commercial Society* (Ferguson, Hutcheson, Hume et Robertson). La bourgeoisie incarnait l'élément central de cette avancée de civilisation car elle était regardée comme un élément pacifique d'ordre et de sécurité. Ce fut vrai dans la plupart des pays d'Europe car cette classe semblait portée vers des activités pacifiques pour améliorer son sort et faire fructifier l'économie. Mais on oublia que ce rêve de la *Commercial Society* n'était valable que si la bourgeoisie

se montrait créatrice et... éclairée, non prédatrice ; or, elle ne le fut pas partout.

À Palerme et dans l'ouest de la Sicile, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, pour des raisons trop complexes à évoquer ici, les anciens *guépards* ne furent pas, pour l'essentiel, remplacé par des entrepreneurs honnêtes mais, comme le nota ironiquement le prince de Lampedusa dans son célèbre roman, par des « chacals et des hyènes », une classe prédatrice inculte et sans scrupule qui n'hésita pas à détourner la richesse sans en créer réellement (prédation). Avec la libéralisation de l'économie, la *main invisible* du marché devint vite le tremplin d'une *main invisible* du crime (Franchetti parlera de « démocratisation de la violence ») pour une classe qu'en 1876 le baron Franchetti, premier grand analyste de la mafia, appela les *facinorosi della classe media* (terme qu'on pourrait traduire aujourd'hui par celui de « bourgeoisie mafieuse »). Ce que la crise des *sub-primes* a en partie révélé (et que rien ne vient démentir jusqu'à présent), c'est que cette logique prédatrice se retrouve désormais au cœur du système global – Krugman a parlé de « Ponzi finance » – car la richesse se trouve happée par un petit groupe et il est à craindre que « l'exemple sicilien » ne serve pour ainsi dire d'archétype à une hybridation criminelle globale *par le haut*, une « méridionalisation » du monde, comme disait Falcone en découvrant les « zones grises » des paradis fiscaux.

Le danger de voir la planète ressembler à une grande Sicile dérégulée<sup>4</sup>, dominée par des élites prédatrices, est ce que pointe le livre de Jean-François Gayraud qui avait déjà levé un coin du voile dans *La Grande Fraude. Crime, Subprimes et crises financières* (2011) puis avec *Le Nouveau Capitalisme criminel. Crises financières, narcobanques, trading de haute fréquence* (2014). On peut espérer qu'il poursuivra ses recherches sur ce point, tant il est symptomatique des illusions d'une certaine pensée économique qui, en se réfugiant derrière des abstractions, nous conduit allègrement sur un océan déchaîné et sans rivage.

Évidemment, cette hybridation criminelle du haut renvoie à une hybridation criminelle du bas. Car les formes de criminalité s'adaptent toujours à leur environnement. Les mutations se

font aux deux extrémités de la chaîne. En bas, dans cet *underworld* de la pègre, les mutations ne sont pas moins vives qu'en haut, dans l'*upperworld* des « surclasses mondialisées ». Ainsi la figure du « prédateur » mondialisé appelle la figure nouvelle du petit criminel global qui se présente souvent sous l'aspect plus « noble » du terroriste. Cette figure « hybride » prend de multiples aspects que Jean-François Gayraud décline dans une casuistique savoureuse, de la Compagnie D. aux mutations du FLNC, et qui s'achève par celle du djihadiste. C'est là probablement l'apport principal de la seconde partie de son essai. Il faut insister à cet égard sur le chapitre 5 (« Le djihadiste en voyou de banlieue ») qui marquera les esprits car il révèle une approche nouvelle d'un phénomène que les pouvoirs publics ne traitent que sous l'angle de la « radicalisation » et, donc, de la « déradicalisation » (v. les budgets dégagés à cet effet). Et si la cause religieuse n'était pas le but mais le simple moyen pour le voyou contemporain, le « Badass », version banlieusarde du « criminel d'habitude » de Varlam Chalamov, d'assouvir « dans l'anomie et la prédation une certaine façon d'être au monde » ?

Le trait dominant resterait là encore la question de la prédation. La plupart des terroristes ont un passé criminel et je laisse au lecteur le soin de méditer l'apport de cette théorie des hybrides qui évite de trop se faire d'illusion sur notre monde. En déplaçant le curseur, cette réflexion a, au passage, le mérite de dépasser une querelle parfaitement française pour savoir si, dans les attentats qui ont ensanglanté notre pays depuis 2015, l'on assiste à une radicalisation de l'Islam ou à une islami-sation de la radicalité. Certes, en apparence, la position de Gayraud semble conforter l'hypothèse d'Olivier Roy mais son approche territoriale (voir le chapitre 6 sur « les territoires de l'hybridation ») conforte par ailleurs les thèses de Gilles Kepel. C'est peut-être que la réponse est à chercher ailleurs mais on ne tranchera pas ici ce débat tortueux.

À partir de l'exemple du Hezbollah et du Hamas, Gayraud permet de comprendre que toute forme d'hybridation n'est évidemment pas une totale nouveauté ; tout est question de

circonstances et de degré. Les services du GCMA se finançant à la marge au début de la guerre d'Indochine par le transport du pavot des tribus Méo n'entrent pas, ou beaucoup moins, dans cette logique d'hybridation qu'un groupe terroriste ayant parfaitement basculé depuis 1989 dans le trafic de drogue ou un « État autorisant une entité terroriste hybride à œuvrer sur son territoire ». Ce dernier devient alors un « État support du terrorisme ». Ce concept d'hybridation possède surtout une grande capacité heuristique : nous alerter sur les mutations de certains acteurs, en haut comme en bas de l'échelle, dont les capacités prédatrices et criminelles ne sont pas toujours bien perçues, soit au nom de l'idéal politique ou religieux (ex. le terroriste), soit au nom de la réussite économique et de la respectabilité sociale (ex. le bankster).

Si, selon le mot fameux de Camus, mal nommer les choses revient à ajouter au « malheur du monde », alors ce sont autant des raisons éthiques que des raisons pratiques qui justifient cette prise en compte. Sur ce dernier plan, Gayraud s'en explique en citant par exemple – le cas est frappant – un ambassadeur américain en Amérique latine chargé de lutter contre certains groupes terroristes qui mit des années avant de comprendre pourquoi la perception des agents de la CIA n'était pas aussi fine que la sienne. Contrairement à ces espions, il disposait lui des rapports du DEA (la lutte antidrogue), ce qui lui permettait de bien mieux saisir les logiques des groupes terroristes qui, en parfaits *hybrides*, se dévoilaient plus par leur dimension criminelle que par leur dimension politique. Cet exemple peut aujourd'hui se décliner dans de multiples domaines, même si notre auteur évite prudemment de le faire. Donnons un exemple : en Italie, contrairement à la France, la lutte contre le terrorisme djihadiste n'est pas renvoyée à une unité spécialisée, comme le parquet antiterroriste, mais prise en charge par les parquets antimafia (DDA) qui disposent d'un bien meilleur savoir criminel sur le territoire.

Et les résultats ne semblent pas en pâtir. *Cherchez le criminel !*, nous alerte Gayraud, même si d'aucuns y répugneront car la démarche est moins « noble » ; votre ennemi vous

détermine. Or, lutter contre le terrorisme est plus « glorieux » que lutter contre des prédateurs. Dans le chaos qui vient, il conviendra pourtant de revoir bon nombre de nos certitudes stratégiques les plus ancrées. La fin de l'ancien ordre du monde ouvre nécessairement sur d'autres menaces. Laissons les demi-habiles, dont parle Pascal, continuer à « faire les entendus ». Pour les autres, s'ils veulent s'en donner la peine, ils trouveront dans les pages qui suivent bien des matières à méditer pour ne pas suivre le monde comme il va, ou tout au moins pour en connaître les nouvelles menaces.

Jacques de Saint Victor  
Historien du droit, professeur des Universités,  
chroniqueur au *Figaro littéraire*  
et auteur d'*Un pouvoir invisible :  
la mafia et les sociétés démocratiques* (Gallimard, 2012).

## Introduction

### *Le monde d'après : post-Westphalien, post-démocratique*

#### UN NOUVEAU MOYEN-ÂGE ?

En 1977, dans *The Anarchical Society*, le professeur Hedley Bull affirme que « le monde se dirige vers un nouveau Moyen-âge »<sup>1</sup>, inquiétant retour vers un monde chaotique et violent. Les historiens ont inventé cette période du « Moyen-âge » pour décrire les siècles troublés se situant entre la chute de l'Empire romain (v<sup>e</sup> siècle) et la Renaissance (xvi<sup>e</sup> siècle). La *Pax Romana* évanouie, le continent européen vola en éclats : les routes et les mers devinrent plus dangereuses et le commerce déclina. Cette parenthèse entre deux ordres du monde laissa la place à un système de pouvoir fragmenté et complexe comprenant de multiples autorités politiques et économiques, dans un contexte de grande insécurité et de privatisation de la violence<sup>2</sup>.

À la fin des années 1970, la prédiction du professeur Hedley Bull parut pessimiste voire exagérée tant le système international semblait encore régi avec fermeté par la souveraineté des États : un ordre westphalien (1648), confirmé par les accords de Yalta (1945). Mais le mal était probablement ancien et profond puisque dès 1932 Carl Schmitt, dans *La Notion de politique*, affirmait déjà que « l'ère de l'État est à son déclin » et que « ce chef-d'œuvre de la forme européenne et du rationalisme occidental est détrôné »<sup>3</sup>.

La chute du mur de Berlin (1989) et ses conséquences en cascade justifieront Hedley Bull et Carl Schmitt. En effet, depuis les années 1980, le *centre de gravité* du pouvoir déserte l'État. Certes, les États sont toujours plus nombreux, toutefois leur prolifération n'est pas le signe d'une vitalité renouvelée, plutôt d'un déclin avancé. Telles des tumeurs cancéreuses, des États artificiels vides de vraie puissance contaminent la planète. La plupart d'entre eux sont des États-Potemkine<sup>4</sup>, d'artificielles réalités simulant l'exercice d'une souveraineté sur leur territoire, mais tolérant une « anarchie criminelle »<sup>5</sup>.

L'*imperium* quitte la scène, donc les États, pour se loger en coulisses, loin du regard des peuples et de la presse. Le vrai pouvoir est désormais *obscène* : à la fois « hors de la scène » politique au sens théâtral, blessant ou immoral selon le sens courant, et en tous les cas « sinistre » conformément à son étymologie latine (*obscenus*)<sup>6</sup>. L'État s'est retiré au profit d'autres acteurs moins immédiatement visibles<sup>7</sup>.

Ces « autres » disposent désormais du véritable pouvoir. Les politiques peuvent continuer à organiser la conquête de l'État et les journalistes à en commenter les péripéties, l'*essentiel* réside ailleurs. L'État est en effet mort deux fois, à la même période. Une fois à l'Est par la chute du mur de Berlin qui actait l'inefficacité démontrée d'un système de pouvoir totalitaire. Une fois à l'Ouest par une conjonction d'idées puis de politiques publiques néolibérales divinissant le marché. Qui sont donc ces nouveaux seigneurs obscènes ?

Le monde post guerre froide est confronté à des *insurrections jumelles*<sup>8</sup> : une insurrection par le bas, celle des gangsters ; une insurrection par le haut, celle des ploutocrates. L'insurrection criminelle provient des gangs, cartels, mafias, bandes et autres professionnels du crime organisé, *underworld* dont nombre d'acteurs ont acquis le statut de puissances en exploitant de nouvelles opportunités nées de la mondialisation des échanges, des nouvelles technologies de l'information et de l'ouverture des territoires.

Des seigneurs du gangstérisme et de la guerre règnent sur un nombre croissant de bidonvilles et de territoires arrachés

Composition et mise en pages  
Nord Compo à Villeneuve-d'Ascq

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions  
sur notre site [www.cnrseditions.fr](http://www.cnrseditions.fr)